

THE OUTLOOK IS GLOOMY ⁽¹⁾

C'est une histoire française que l'on n'apprécie guère. Une assez vilaine histoire qui en dit long sur nos mœurs, la permanence de nos immobilismes, et le poids de nos lâchetés. La pièce, car cela en est une, se joue à trois personnages : l'État, en maître désargenté mais incontesté, quelques centrales syndicales particulièrement véhémentes, et une entreprise ferroviaire mieux connue sous le nom de SNCF. L'intrigue est simple : cette entreprise, longtemps dotée d'un monopole, doit faire de substantielles économies afin d'affronter une rude concurrence qui se profile à l'horizon de la décennie. La chose paraissait entendue depuis la loi de réforme ferroviaire de 2014 qui incitait ladite entreprise à améliorer sa productivité. Malheureusement, les rôles ont évolué, et l'intrigue a perdu de sa clarté. À qui la faute ? En coulisse, de multiples échos raisonnent et viennent troubler dialogues et tirades. Ces échos évoquent un fantôme de loi qui avait pourtant, dès son origine, l'objectif appréciable de restaurer la compétitivité des entreprises et, ainsi, d'en finir avec cette forme de préférence collective pour le chômage. L'avant-projet de loi El Khomri avait cette ambition. Depuis, hélas, il ne cesse d'être trituré de tous côtés, donnant l'image d'un complexe salmigondis. Mais enfin, il faut sauver ce fantôme et son fameux article 2 qui provoque l'ire de ces irréductibles conservateurs dont nous avons le secret. « *La république sera conservatrice, ou elle ne sera pas* » disait funestement M. Thiers. Bref, pour sauver ce qui peut l'être – et la primauté donnée aux accords d'entreprise – le pouvoir vient de retrouver de vieux réflexes en intervenant, sans ménagement aucun, dans une négociation d'entreprise, celle que tentait de mener le PDG de la SNCF pour réorganiser le temps de travail des cheminots. La pièce devient ainsi une farce, mais le dindon de celle-là a pour nom la croissance et l'emploi. Une farce grinçante – l'État actionnaire fait exactement le contraire de ce que préconise l'État réformateur lorsqu'il entend renvoyer aux entreprises l'essentiel des décisions touchant au temps de travail – mais très évocatrice d'une histoire marquée au fer par un « Minotaure »,

régisser universel, car c'est en lui, et en lui seul, que s'incarne le peuple souverain. On ne s'étonnera plus dès lors, de cette énormité : le relevé de conclusion de la négociation a été rédigé, non par la SNCF, mais par le gouvernement... Un gouvernement qui force la main du chef d'entreprise qu'est Guillaume Pépy pour le contraindre à capituler devant la CGT !

I. UNE CROISSANCE MOLLE

L'occasion de rappeler que tout cela n'est pas sans conséquences sur l'image et l'attractivité de notre pays. Ayant mis fin à notre théocratie, ayant perdu le roi et le prêtre, nous leur avons substitué l'État, nouveau garant du destin collectif. Mais un État devenu podagre au fil du temps, dont nos partenaires s'inquiètent, quand ils ne s'en gaussent pas. Le Frankfurter Allgemeine Zeitung estime « *les réformes impossibles en France* ». Les quotidiens italiens s'étonnent de l'ampleur des manifestations « *pour une loi qui n'est qu'une pâle copie du Job Act de Renzi* ». En Espagne, El País écrit : « *La France n'admet pas de réformes profondes. Seulement des révolutions* ». Et le Daily Mail clôture à sa façon : « *Encore une fois les syndicats français se révoltent. Encore une fois les dirigeants vont céder* ». Formule, certes, lapidaire, mais qui résume assez bien ce mal français dont parlait Alain Peyrefitte en 1976...

Ce constat, d'un pays rétif à toutes réformes structurelles, est très préoccupant, d'autant que le monde qui nous entoure est piégé dans une croissance molle. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, et l'OCDE tirent ensemble la sonnette d'alarme, redoutant cette « mutualisation » des risques qui ajouterait aux incertitudes économiques de graves problèmes sociaux. Nous voulons parler du désœuvrement d'une partie grandissante de la population, l'absence de perspectives offertes à la jeunesse et l'accroissement des inégalités. De façon plus générale, la récession plane sur le Brésil et la

⁽¹⁾ L'avenir est sombre.

Russie, les pays exportateurs de matières premières sont pénalisés par la faiblesse des cours, le ralentissement chinois provoque une onde de choc qui affecte l'ensemble de la planète, dont les États-Unis – sa croissance devrait passer sous la barre des 2 % cette année – et l'Europe, confrontée à l'existence de plusieurs risques politiques. Le Brexit ne « risque » pas d'arranger les choses.

Soulignons une fois encore que le danger est présent, tapi dans l'ombre, n'attendant qu'une faute, une défaillance, une incompréhension, quelques lâchetés supplémentaires pour achever une Europe lasse et minée par les égoïsmes nationaux. La sortie britannique apportera-t-elle l'énergie suffisante à ces forces centrifuges qui sont, d'ores et déjà, à l'œuvre au sein de l'Union ? D'autres États, oubliant les bienfaits de celle-là, pousseront l'avantage sur l'échiquier, afin d'y obtenir des conditions particulières. L'Europe, et depuis de trop nombreuses années déjà, présente le visage d'un patient peu séduisant, dépressif, trop faible pour lutter à armes égales avec les démons qui la rongent intérieurement. Fasse qu'elle retrouve la volonté et la mémoire, car l'Union reste une impressionnante puissance économique et commerciale, et une irremplaçable force de changement. Tout ce qui ne vous détruit pas vous rend plus fort : nos « amis » britanniques ont toujours abusé du « frein moteur ». Le Brexit peut être, doit être l'occasion de nous « réinventer » collectivement.

II. L'INDUSTRIE, EN PANNE D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

La volonté, certains n'en manquent pas, dès qu'il s'agit de relancer la compétitivité de leur pays, et partant de leurs entreprises. La Finlande, soucieuse de répondre au plus vite à la crise de ses industries électroniques et papetières, vient de passer un accord historique avec l'Union des Travailleurs de la métallurgie. Un accord qui prévoit la hausse de 24 heures du temps de travail annuel sans compensation salariale, l'augmentation des cotisations sociales pour les salariés et la baisse de 30 % de la rémunération des congés payés des fonctionnaires. N'y a-t-il pas là deux ou trois leçons à méditer, car, chacun le sait, la nôtre d'industrie, souffre de l'absence d'une véritable politique structurelle. Gardons ces chiffres en tête : l'industrie ne pèse plus que 12 % du PIB français – contre 20 % il y a 15 ans – un chiffre inquiétant quand on sait que

ce secteur assure encore 75 % des exportations. C'est bien pourquoi il nous faut faire aujourd'hui une telle politique, afin de nous réconcilier avec l'économie, et rebâtir une industrie forte, compétitive, et créatrice d'emplois. C'est là une révolution des esprits dans un pays qui a longtemps été en Europe la première puissance démographique, parfois la première puissance militaire, jamais la première puissance économique. Dans ce domaine, la France fut dominée dès le XVI^e siècle par l'Espagne, puis au XVII^e par les Pays-Bas, au XVIII^e et au XIX^e par l'Angleterre, au XX^e par l'Allemagne. L'occasion de rappeler ces quelques lignes écrites par Antoine de Montchrestien en 1615 à l'attention de Louis XIII : « *Tous les pays qui ont richesse, ont industrie* » Nous sommes-nous dotés depuis quatre siècles des outils nécessaires à la création de ces richesses ? Avons-nous permis aux entreprises d'améliorer leur réactivité ? Bref, avons-nous, tous gouvernements confondus, compris la nécessité d'un fonctionnement plus souple du marché du travail, construit un dialogue social plus proche des réalités du terrain, et notablement allégé un Code du travail aussi complexe que touffu ? Poser la question n'est-ce pas déjà y répondre...

Comme ne cessent de nous le rappeler les investisseurs étrangers, rétifs à notre foisonnante législation, la réforme du marché du travail apparaît comme la priorité, la « mère » de toutes les réformes, et ce n'est certainement pas la loi El Khomri qui devrait les motiver davantage. Les récents propos d'un Philippe Hildebrand ⁽²⁾ sont pour le moins parlants : « *La réforme du marché du travail est essentielle... Sur les 10 dernières années quasiment aucun emploi privé n'a été créé en France...* » ⁽³⁾ Il y a une donnée très inquiétante aujourd'hui : les dépenses publiques représentent 57 % du PIB. C'est un taux presque soviétique quand l'Europe tourne à 47 % en moyenne et l'Allemagne à 45 %. Il est indispensable de réduire le poids du secteur public en France ». Sous l'Ancien Régime, les nobles ne dérogeaient pas : les labeurs ordinaires sont interdits. Il s'agit aujourd'hui d'accroître la puissance de l'État et de ses démembrements. Voilà la tâche de notre élite républicaine, laquelle méconnaît l'entreprise. À un an de l'élection présidentielle, le pouvoir s'apprête à décider d'un vaste plan de revalorisation salariale en direction d'un électorat qui lui est acquis : les enseignants. Certains y verront autant de cadeaux distribués dans le cadre d'une opération de reconquête électorale. Les autres, la continuation d'une politique de sanctuarisation du périmètre de l'État.

⁽²⁾ Vice-Président de la société de gestion d'actifs Black Rock.

⁽³⁾ Sur la période 2014-2015, 60 000 emplois ont été créés en France, contre 480 000 en Allemagne et 650 000 en Espagne.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr